

**AVIS DE VACANCE**

**EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE**

|  |  |
| --- | --- |
| **Intitulé du poste:**  (DG-DIR-UNITE) | **DEVCO-D-2 – Dél. Tanzanie** |
| **Chef d’unité :**  **Adresse e-mail :**  **Téléphone :**  **Nombre de postes disponibles:**  **Prise de fonction souhaitée :**  **Durée initiale souhaitée :**  **Lieu d’affectation :** | **Hans Stausboll**  [**hans.stausboll@ec.europa.eu**](mailto:hans.stausboll@ec.europa.eu)  **+32 229-91681**  1  **3ème trimestre 2020 [[1]](#footnote-1)**  **2 ans1**  □ **Bruxelles** □ **Luxembourg ☒** A**utre: Tanzanie** |
|  | □**Avec indemnités ☒**  **Sans frais** |
| **Cet avis est également ouvert**  □**aux pays AELE suivants :**  □ **Islande** □ **Liechtenstein** □ **Norvège** □ **Suisse**  □ **Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)** □**aux pays tiers suivants:**  □**aux organisations intergouvernementales suivantes:** | |

**1. Nature des fonctions**

Conseiller(e) principal(e) auprès de la délégation de l’Union européenne auprès de la Tanzanie et de la Communauté de l’Afrique de l’Est.

Le/la conseiller(e) principal(e) travaillera sous la direction du chef de coopération, avec des tâches liées à la fois aux sections opérationnelles et politiques de la délégation de l’UE. Le/la conseiller(e) principal(e) apportera son soutien à la délégation de l’UE dans les domaines de l’analyse de l’économie politique, de l’approche fondée sur l’égalité entre les hommes et les femmes et du programme « Mieux travailler ensemble» avec la délégation de l’UE et les États membres. Il s’agit d’un poste qui implique un rôle axé sur la politique à mener, avec un degré élevé d’analyse stratégique et de liaison avec un vaste groupe de parties prenantes, à l’intérieur et à l’extérieur de l’UE.

Analyse d’économie politique :

* Réaliser des analyses de l’économie politique, en adoptant une perspective à la fois à court et à moyen-long terme.
* Soutenir la coordination interne de la délégation de l’UE dans le domaine de l’analyse de l’économie politique.
* Soutien au dialogue et à la coordination avec les États membres dans le domaine de l’analyse de l’économie politique afin de travailler plus efficacement ensemble.
* Consolidation et modification du rapport économique semestriel de la délégation, ainsi que de tout rapport économique spécial complémentaire, en rassemblant les différentes compétences disponibles dans la délégation et leur contribution.

Une approche fondée sur l’égalité entre les hommes et les femmes :

* + Promouvoir une approche fondée sur l’égalité entre les hommes et les femmes dans les travaux de la délégation de l’UE, y compris en agissant en qualité de personne de contact. Chef de file du plan d’action sur l’égalité des sexes.
  + Mettre en œuvre l’analyse de la parité hommes-femmes, en adoptant une perspective à la fois à court et à moyen-long terme.
  + Soutenir la coordination interne de la délégation de l’UE dans le domaine de l’analyse de la parité hommes-femmes et des droits.
  + Soutien au dialogue et à la coordination avec les États membres dans le domaine de l’approche axée sur l’égalité entre les sexes.

Travailler mieux ensemble — la délégation de l’UE et les États membres :

* Aider à la coordination au niveau de l’UE, notamment en organisant des réunions avec les chefs de coopération et les chefs de mission des États membres;
* Soutien au programme «Mieux travailler ensemble», en collaboration avec la délégation de l’UE et les États membres, une étape importante étant l’adoption d’une série de principes destinés à orienter les efforts conjoints.
* entretenir avec les partenaires de la coopération et d’autres acteurs une coopération efficace.

**2. Qualifications requises**

**a) Critères d'éligibilité**

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

• Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;

• Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;

• Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

**b) Critères de sélection**

Diplôme

- diplôme universitaire ou

- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s) : économie, sciences politiques, études du développement, relations internationales ou domaines connexes.

Expérience professionnelle

* Vaste expérience dans la coopération au développement, y compris l'analyse des politiques publiques dans les pays tiers et au siège.
* Excellentes compétences analytiques et expérience de l'analyse et du reporting dans les pays tiers et au siège.
* Bon à développer des réseaux.
* Connaissances de l'approche fondée sur le respect de la parité hommes-femmes.
* Une expérience de travail dans la région serait un avantage.

Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

Connaissance approfondie de l'anglais (écrite et orale).

**3. Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Les candidats doivent envoyer leur candidaturesous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>)en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents(tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle,…). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

**4. Conditions du détachement**

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fausse pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l’Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l’obligation de lancer cette procédure d’habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

**5. Traitement des données à caractère personnel**

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.DDG.B4. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 10 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue ou a été retirée).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

**Informations de contact**

- **Le contrôleur de données**

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, HR.DDG.B.4, [HR-MAIL-B4@ec.europa.eu](mailto:HR-MAIL-B4@ec.europa.eu).

- **Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission**

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données ([DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu](mailto:DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu)) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

**- Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)**

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données ([edps@edps.europa.eu](mailto:edps@edps.europa.eu)) (c’est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications nécessaires.

1. Les précisions liées à la date de prise de fonctions et à la durée du détachement sont données à titre indicatif uniquement (article 4 de la décision END). [↑](#footnote-ref-1)